

Engagez–vous, qu'il disait !

De l'implication sous l'angle de la militance

Par Philippe VICARI
CFS asbl

S'il est d'usage pour un chercheur de situer son analyse par rapport à son implication dans sa recherche, l'affirmation de sa militance ne va pas pour autant de soi. Effet d'une rigueur scientifique, la difficulté à se départir d'une certaine impartialité trouverait–elle quelque issue dans la pratique de l'histoire sauvage ?



Pour citer ce document : VICARI Philippe, « Engagez–vous, qu'il disait ! De l'implication sous l'angle de la militance », CFS asbl, 2019

URL : http://ep.cfsasbl.be/IMG/pdf/engagez_vous_qu_il_disait_de_l_implication_sous_l_angle_de_la_militance.pdf

Avec le soutien de :



Engagez–vous, qu'il disait !

De l'implication sous l'angle de la militance

Par Philippe VICARI
CFS asbl

À leurs yeux, la connaissance intellectuelle du passé, même collective, se suffisait à elle-même ; elle n'avait pas à déboucher sur une pratique sociale, sur un engagement actif et concret.

Jean Chesneaux (1922–2007)

Sauf à répudier l'intelligibilité du présent qu'elle postule, réprouver la connaissance du passé pour elle-même passe pour une évidence. Or c'est pourtant ce qui fait son attrait. Explorer l'histoire sans souci de débouchés est en effet le gage, aussi relatif puisse-t-il être, de sa soustraction aux appropriations instrumentales qu'infère une visée utilitaire : aller à la rencontre de réalités vé- cuses autrefois exige que leurs traces soient ap- préhendées pour leur cohérence propre et non en fonction de déterminations actuelles. Un tel atta- chement à la décentration temporelle n'impose cependant ni de disqualifier le moindre emploi du savoir historique ni de dénier à celui-ci toute di- mension opérationnelle, bien au contraire ; il dicte plutôt de le garder des dévoiements dont le pou- voir, de quelque nature qu'il soit, a la manie. Nulle raison dans cette perspective de frapper la con- naissance du passé d'inanité dès lors qu'elle n'aurait aucune portée pragmatique, beaucoup par contre de n'en considérer la valeur qu'à l'aune de son inutilité extrinsèque. Parti pris s'il en est mais en défense duquel plaide une ambition véritative, appétence toute personnelle pour une proximité maximalisée avec une factualité dont seuls quel- ques fragments subsistent, et dans laquelle il est loisible de déceler un genre d'implication. Mais cela ne paraît évidemment pas très militant.

La militance... une attitude assumée avec davan- tage de vigueur depuis un moment déjà dans les

sciences humaines et qu'appuie la conviction d'une impossible neutralité dans le traitement des problématiques sociétales : « Les luttes sociales se menant également dans la sphère des idées, cha- cun est inévitablement sommé au positionnement, étant entendu que le non positionnement explicite est un positionnement implicite. »¹ Non pas qu'elle en ait jamais été évacuée, son intrusion y a au contraire toujours été tenue pour fatidique au point de constituer une préoccupation récurrente. Car c'est indéniable, « l'activité de recherche n'est pas indépendante du monde social. Pour autant, les manières de se situer face à cette intrication dif- fèrent profondément. »² De fait, l'évolution parti- cipe de la latitude désormais consentie à sa mani- festation : la militance n'est plus systématique- ment perçue comme un obstacle à la science mais, et à la condition expresse de faire partie in- tégrante du questionnement, comme une oppor- tunité pour renforcer la rigueur de cette dernière.

La recherche en éducation populaire est concer- née au premier chef par ce regain d'ardeur. Ayant pour intention l'émancipation individuelle et col- lective, elle s'appuie inmanquablement sur les savoirs d'expérience engrangés dans le passé,

1 Collectif Manouchian, *Dictionnaire des dominations de sexe, de race, de classe*, Syllepse, 2012, p. 10.

2 Béatrice FLEURY–VILATTE et Jacques WALTER, « L'engagement des chercheurs », *Questions de communication*, n° 2, 2002, p. 113.

valorisant leur portée sociale et stratégique comme assise d'un renforcement du pouvoir d'agir sur le présent, un moyen incarné de combattre les processus d'aliénation, d'exploitation et de domination. À plus forte raison dans une telle optique, le chercheur ne saurait se soustraire à un exposé assertif des motivations politiques qui l'incitent à mener son investigation. Ayant fait de l'histoire, au départ d'un travail sur les mémoires croisées de trajectoires singulières, un outil d'éducation populaire, il peut favorablement être renvoyé pour cet exercice vers le domaine historien qui a connu une aventure pionnière avec l'histoire sauvage, une forme d'activisme aux fortes intonations revendicatives sur l'implication du chercheur envisagée sous l'angle de la militance.

Le scientifique et le militant

L'appréciation de l'histoire est éminemment militante : déterminée par une vision de la société inévitablement orientée, elle génère un point de vue forcément situé qui revient naturellement à servir des intérêts bien précis. « Usages politiques du passé : il s'agit là d'un thème classique, voire trivial, dans la réflexion des historiens depuis qu'ils se livrent à cette activité paradoxale, produire un discours vrai sur ce qui est soustrait par le temps à l'observation des hommes. Les professionnels n'en sont d'ailleurs pas les seuls usagers, il s'en faut de beaucoup : les pouvoirs, les institutions, mais aussi tout un chacun ont la tentation récurrente de mobiliser les ressources cognitives, argumentatives, symboliques du passé. De cette tentation, les historiens ont eu depuis longtemps conscience. »³ S'appliquant à s'en prémunir scrupuleusement lorsqu'ils jettent les bases de leur métier au 19^{ème} siècle, les historiens établissent des règles méthodiques « en adoptant les préceptes de l'érudition positive, mais surtout en refroidissant leurs objets. »⁴ Et cela au point non seulement de se contraindre à un effort de distanciation, mais en plus de s'assigner un devoir de neutralité destiné à asseoir la légitimité scientifique de leur démarche.

3 François HARTOG et Jacques REVEL « Note de conjoncture historiographique » dans Idem (dir.), *Les usages politiques du passé*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2001, p. 13.

4 *Ibidem*.

Avec pour dessein son autonomisation en tant que discipline universitaire, l'histoire prescrit désormais à ses praticiens de s'extraire du monde dans lequel ils vivent, de se dégager du prisme politique qui caractérisait précédemment les travaux des historiens amateurs ouvertement polémistes qui s'appuyaient sur le passé pour bâtir un argumentaire sur le présent. Portant alors leur préférence sur l'étude critique de textes anciens, ces savants ne purent toutefois réellement se départir des travaux de leur prédécesseurs : financés par le pouvoir en place et privilégiant l'action fondatrice des grands personnages, ils concoururent de fait eux aussi à l'édification de l'histoire nationale dont avait besoin l'État toujours en construction, confirmant par là un « usage civique de l'histoire, c'est-à-dire son utilisation pour doter la collectivité politique d'une identité enracinée dans le passé, grâce au rappel incessant des valeurs communes, exaltées dans le récit des exploits communs. »⁵ Nonobstant les diverses inflexions que connût durant le 20^{ème} siècle la posture prônée par les historiens vis-à-vis de leur implication, notamment via leur rôle d'intellectuel entendu comme « celui qui utilise ses compétences professionnelles pour les mettre au service d'une cause politique (...) dire la vérité au nom des opprimés »⁶, et s'ils conviennent depuis bien des décennies que la marche de leur travail est inévitablement conditionnée par un environnement idéologique dont ils ne peuvent absolument s'extirper, la tendance générale demeure aux velléités d'impartialité comme assurance d'une irréprochable probité.

L'histoire qualifiée d'ouvrière, de sociale ou encore de populaire dénote bien sûr de longue date la part fondamentalement militante de l'historien mais ce dernier indique ordinairement par là davantage qu'un marquage politique, une inclination pour un champ d'investigation prenant pour objet des populations subalternes, et le cas échéant des dispositions en leur faveur. Et malgré la montée en puissance de l'étude du temps présent, sauf exception traduite pour l'essentiel en avant-propos

5 Fabrice BOUTHILLON, « Histoire et politique », *Commentaire*, n° 135, 2011/3, p. 718.

6 Gérard NOIRIEL, « De quelques usages publics de l'histoire », *Tracés*, hors-série n° 9, 2009 : *À quoi servent les sciences humaines*, p. 128.

de son analyse, il ne manifeste que trop rarement la volonté d'inclure ces populations à son enquête ou de rallier leurs luttes, autrement dit de s'impliquer efficacement par sa recherche dans la résolution d'un problème de société. L'étude scientifiquement conduite du passé restera en définitive conditionnée par le recul nécessaire à l'objectivation de son matériau : s'il y a engagement de la part de son auteur, il se concrétisera de préférence en dehors du cadre professionnel, et généralement à titre personnel. Ce qui revient pour l'historien à s'interroger : peut-il à la fois faire de l'histoire et faire l'histoire ? Une question à laquelle une pratique comme celle de l'« histoire sauvage » telle qu'expérimentée par le Forum-Histoire tentera activement d'apporter une réponse affirmative et que Jean Chesneaux, initiateur du mouvement, reformulera en une sorte de slogan : « L'Histoire, pour quoi faire ? »⁷

Ensauvager l'histoire

« M'associer aux refus et espoirs de l'époque, participer aux combats y compris aux combats d'idées, contribuer si peu que ce soit à *changer le monde* m'a toujours paru aller de soi », confiait Jean Chesneaux au crépuscule de son existence dans *Itinéraire d'un historien franc-tireur*⁸. Bien qu'il ait comme d'autres intellectuels été enclin à se raconter, l'historien préféra à une narration de soi de type autobiographique une sélection d'écrits de circonstance reflétant ses nombreuses luttes politiques, « des textes-témoins qui furent des textes *agis*, des outils de ma "pratique sociale" », et qui, espérait-il, peuvent contribuer à « éclairer le vieux débat sur "l'engagement des intellectuels" »⁹. Encore que ce livre n'ait pas vocation à célébrer le cheminement d'un vieux militant : « Il faut y insister : ces textes "re-surgis" sont *proposés à notre temps* et peuvent aider à en exprimer le sens ; leur auteur reste convaincu qu'ils peuvent aider à éclairer notre agir-ensemble. »¹⁰ Plus qu'une illustration d'engagement, ce livre a été conçu en lui-même comme un engagement.

Son engagement en tant qu'intellectuel constituait en réalité pour Chesneaux une « posture de principe », une « exigence morale » même¹¹. Abandonnant sa thèse d'histoire médiévale pour devenir sinologue suite à un séjour de plusieurs mois en 1948 dans une Chine alors en pleine guerre civile, il adhère au maoïsme, attiré par sa radicalité politique, tout en gravissant en France les échelons d'une carrière académique des plus conventionnelles jusqu'à ce qu'il se retrouve entraîné dans l'élan contestataire issu de Mai 68 et rompe avec ses affiliations¹². « C'est bien en "franc-tireur", n'hésitant pas à évacuer une position pour se retrouver "ailleurs", changeant volontiers son angle de visée, mais jamais résigné ni rallié, que je pense avoir fait l'expérience de l'engagement. C'est très délibérément — même si les prémisses de ces choix étaient passablement utopiques — que j'ai quitté le PCF en 1969, un peu plus tard l'histoire comme champ universitaire professionnalisé, et aussi les études chinoises, pour m'engager dans la "contestation" des années 1970 », précisera-t-il¹³. Il embrassera alors sans réserve de multiples causes, élargissant son champ d'action mais demeurant guidé dans sa militance, pour un temps du moins, par l'histoire.

Dans les faits, c'est d'ailleurs de la critique de son propre milieu professionnel que l'historien s'empare en priorité, influencé en cela par les *radical caucuses* qui ont retenu son attention lors d'un voyage aux États-Unis et depuis l'observation desquels germera l'idée du Forum-Histoire. « Un *radical caucus*, c'est un groupement, plus ou moins formellement structuré, d'intellectuels de gauche qui mènent la lutte politique et idéologique à l'intérieur d'une discipline universitaire donnée », explique Chesneaux dans un article de 1970¹⁴. Le conservatisme, le contrôle de la recherche et la prétendue neutralité y sont catégoriquement condamnés pour ce qu'ils servent et justifient l'ordre

7 Jean CHESNEAUX, *L'Engagement des intellectuels 1944–2004. Itinéraire d'un historien franc-tireur*, Toulouse, Privat, 2004, p. 181.

8 *Ibid.*, p. 13.

9 *Ibid.*, p. 11.

10 *Ibid.*, pp. 11–12.

11 *Ibid.*, p. 14.

12 Voir à ce propos Alain ROUX, « L'œuvre de Jean Chesneaux : essai pour un bilan sincère », *Études chinoises*, vol. XXVI, 2007, pp. 11–20 et Jean-Paul DÉLÉAGE, « Jean Chesneaux, arpenteur de la planète et historien engagé », *Écologie & politique*, n° 35, 2008/1, pp. 111–112.

13 Jean CHESNEAUX, *L'Engagement...*, *op. cit.*, p. 24.

14 Jean CHESNEAUX, « Le mouvement des "radical caucuses" dans les sciences humaines aux États-Unis », *L'homme et la société*, n° 16, 1970, p. 5.

établi. En réaction, les groupes d'historiens « proposent le concept de "histoire-guérilla", c'est-à-dire d'une recherche historique qui s'appuie sur l'expérience des simples gens, de leurs luttes, de leurs espoirs, au lieu de privilégier une documentation écrite qui conduit presque inévitablement à privilégier l'étude des appareils dirigeants et des classes dirigeantes. »¹⁵ Déplacer leur matériau et par la force des choses leur objet relève pour eux de la responsabilité politique du chercheur mais il ne s'agit pas seulement de viser « à la combativité militante », il importe de fonder « une science radicale, ou plutôt une pratique scientifique (...) qui soit qualitativement distincte de celle des libéraux » : « Est relevant ce qui peut aider à donner un sens à la vie, à la lutte. »¹⁶ Et dans cette optique, relier le savoir au terrain s'avère indispensable, ce à quoi s'attellent tout spécialement les « groupes de recherche "sauvages" » composés d'activistes qui « se sont dissociés des disciplines traditionnelles sur lesquelles est fondé le système universitaire (...). Ils sont donc complètement hors du système et définissent leur champ d'activité par rapport à un projet politique et intellectuel rigoureux, lié aux besoins réels de l'action. »¹⁷ Dissident à l'égard du système dominant, ce courant inspirera directement l'approche militante de l'histoire que développera Chesneaux au sein du Forum-Histoire.

Se demander à propos de l'histoire « pour quoi faire ? » revient par conséquent à se demander « au service de qui ? » Sur ce point, l'historien tranchera sans équivoque en militant auprès de différents mouvements contestataires et en nouant des alliances au moyen d'un travail sur l'histoire. Un engagement somme toute étroitement guidé par le « souci d'être dans "l'histoire-qui-se-fait", au lieu de rester exilé dans le passé de "l'histoire-qui-s'écrit" », finira-t-il par résumer¹⁸. Et force lui sera de le concéder : « Si mon parcours universitaire d'historien (...) s'est étendu sur quarante années, le mouvement critique du Forum-Histoire en fut la grande affaire »¹⁹

15 *Ibid.*, p. 18.

16 *Ibid.*, p. 16.

17 *Ibid.*, p. 6.

18 Jean CHESNEAUX, *L'Engagement...*, op. cit., p. 13.

19 *Ibid.*, p. 181.

Faire de l'histoire un engagement

« Forum-Histoire, mouvement original et éphémère de critique "basiste" du savoir historique. »²⁰ Définition des plus compendieuses de la part de Jean Chesneaux eu égard à l'impact de cette expérience sur sa trajectoire mais qui en traduit pourtant bien, à quarante ans d'écart, la dimension militante. Moins laconique, la description fournie par *La Quinzaine littéraire*, éternelle complice de Chesneaux, rappelle le projet du mouvement suite à son abandon : « Le Forum, c'était un effort pour "penser politiquement le passé et penser historiquement le présent", c'était une volonté délibérée de "casser le discours historique" et les coupures qu'il pose en principe : entre le passé et le présent, entre le savoir historique et la pratique sociale, entre ceux qui "font" l'histoire et ceux qui se l'approprient pour l'écrire. »²¹ En près de quatre années d'activités de recherche en rupture avec les usages d'un métier dont il ambitionnait de transformer les fondements, le Forum-Histoire aura exploré des approches novatrices de l'histoire tant sur le plan théorique que pratique.

Le mouvement a pour prélude le Collectif Anti-Clio, une dénomination que Chesneaux admettra volontiers « quelque peu immodeste »²². C'est par une recension corrosive du monumental *Faire de l'histoire* dirigé par Jacques Le Goff et Pierre Nora dont il invalide la prétention à la nouveauté des problèmes, approches et objets envisagés que ce collectif fait son entrée²³. La parution d'un tel ouvrage phare en matière d'épistémologie et de méthodologie historiennes avait incité *La Quinzaine littéraire* à consacrer en décembre 1974 un dossier aux récentes évolutions de la discipline et, dans un souci de débat contradictoire, à en confier la constitution à deux historiens représentant des tendances opposées : Marc Ferro qui en tant que codirecteur de la revue des *Annales* et professeur

20 *Ibid.*, p. 12.

21 « Fin du Forum-Histoire », *La Quinzaine Littéraire*, n° 295, du 1^{er} au 15 février 1979, p. 2. Chesneaux en fut en effet un collaborateur très actif dès la deuxième livraison, en 1966, et ce jusqu'à la fin de sa vie.

22 Jean CHESNEAUX, *L'Engagement...*, op. cit., p. 182. « Clio » est le nom porté par la muse de l'histoire dans la mythologie grecque.

23 Jacques LE GOFF et Pierre NORA (dir.), *Faire de l'histoire*, 3 vol., Paris Gallimard, 1974, I : *Nouveaux problèmes*, II : *Nouvelles approches*, III : *Nouveaux objets*.

de l'École Pratique des Hautes Études était un fervent défenseur de cette « nouvelle histoire » d'un côté, et de l'autre Chesneaux, incarnant une mouvance contestataire dans la mesure où « au sein même de l'Université, des groupes d'études sont nés qui vont jusqu'à mettre en question la légitimité du "discours historique" et se font fort de le "casser". »²⁴

L'article du Collectif Anti-Clio ébauche les idées qui seront développées et mises en œuvre par le Forum-Histoire. Reprochant « un savoir historique hautement professionnalisé, qui continue à appartenir aux experts », *Entendent-ils les sommations du présent ?* dénonce un discours historique enfermé dans « le couple diachronie-synchronie », deux dimensions du temps qu'il propose de dépasser : « Ne pourrait-on pas, à partir du présent, définir un autre rapport avec le passé, un rapport direct, aboutissant à "l'histoire dont aujourd'hui a besoin" ? »²⁵ Il conviendrait pour cela de « sortir du savoir universitaire », estime-t-il : « Les historiens devraient d'abord se définir par rapport à leur temps, regarder en face leur engagement social et ses implications pour le travail historique. »²⁶ Se référant à Marx pour qui « la connaissance du passé visait à nourrir les luttes du présent et à ouvrir l'avenir », il conclut par un appel : « Il faut passer plus de temps avec ceux qui "font l'histoire" au plein sens du mot, et un peu moins avec ceux qui se contentent de "faire de l'histoire" ... »²⁷

S'ensuit l'organisation, les 24 et 25 mai 1975, d'un événement propice à penser autrement les enjeux de l'histoire. *La Quinzaine littéraire* l'annonce dès le mois de mars : « Un groupe d'historiens de Paris-VII a pris l'initiative d'un Forum Histoire. »²⁸ Malgré un ancrage universitaire, le projet se situe aux antipodes du congrès de savants cumulant les conférences individuelles. Privilégiant les discussions collectives, ce forum est expressément « ouvert aux enseignants d'histoire, aux historiens, aux producteurs de films ou livres

d'histoire, etc., mais aussi et surtout à tous ceux qu'intéresse le rapport-au-passé dans notre société. »²⁹ Des groupes de travail se réunissent déjà afin de nourrir les thèmes de réflexion qui seront abordés : « quartiers et banlieues sans passé — les peuples minoritaires de l'hexagone et leur passé — la crise de l'histoire à l'école — la guerre d'Algérie fait-elle partie de notre histoire ? — critique du professionnalisme scientifique — la consommation populaire en histoire — l'ancrage dans le passé des luttes populaires du Tiers-Monde — Histoire et engagement politique — les femmes et leur passé — la mémoire populaire — pouvoir politique et contrôle du passé — l'histoire "immédiate" — Histoire et littérature — le mouvement ouvrier et son passé — histoire et cinéma »³⁰. Des champs d'investigation politiquement marqués pour la plupart, ne fût-ce que parce qu'ils procèdent de préoccupations alors marginalisées dans les milieux académiques.

Le travail préparatoire d'un des groupes, la commission « Savoir historique et luttes révolutionnaires », en dit quant à lui davantage sur la détermination militante du mouvement. *Politique Hebdo* en diffuse fin mars un canevas qui propose de questionner le rôle positif comme les pièges des références historiques en politique ainsi que la neutralité attendue de toute rigueur scientifique afin de pouvoir envisager l'engagement de l'historien : « À quel niveau se fait la liaison entre théorie et pratique, entre recherche historique et lutte politique ? (...) se fait-elle au niveau des appareils (intellectuels collectifs) qui organisent la division du travail ? (...) peut-elle se faire à la base ? Y compris dans l'activité personnelle de chaque historien : son champ d'études est-il marqué par les luttes auxquelles il s'associe même incomplètement comme intellectuel ? Comment intégrer les spécialistes à une recherche collective fondée sur la pratique sociale ? »³¹ Par rapport à ces questions, le Forum-Histoire n'aura de cesse de se mettre en recherche, non sans quelque péripétie.

24 Présentation du dossier « Faire de l'histoire », *La Quinzaine littéraire*, n° 199, du 1^{er} au 15 décembre 1974, p. 7.

25 Collectif Anti-Clio, « Entendent-ils les sommations du présent ? », *La Quinzaine littéraire*, *ibid.*, p. 8.

26 *Ibid.*, p. 9.

27 *Ibidem*.

28 « Forum Histoire », *La Quinzaine littéraire*, n° 206 du 16 au 31 mars 1975, p. 31.

29 *Ibidem*.

30 *Ibidem*.

31 « Savoir historique et luttes d'aujourd'hui », *Politique Hebdo*, n° 168, du 27 mars au 9 avril 1975, p. 45. Le magazine avait lui aussi précédemment communiqué une annonce de l'événement : « Forum-Histoire », *Politique Hebdo*, n° 167, du 20 au 26 mars 1975, p. 8.

Parallèlement à la réflexion au sein des groupes thématiques, la communication publique des positions du collectif se poursuit. Au mois d'avril, à l'approche du forum, un dossier est publié dans *Le Monde diplomatique* où Chesneaux intervient régulièrement. Sous le titre fort éloquent de *Quand l'histoire agit dans le présent*, il réunit une série de textes afin de « tenter d'éclairer un aspect des combats qui agitent le monde actuel » : « l'histoire vécue par des groupes dont la mémoire collective contribue à nourrir l'action présente. »³² Exposant la manière dont « les luttes contemporaines, menées par des minorités ou des nations opprimées, contribuent à faire l'histoire », le dossier se penche autant sur les peuples qui composent la France que sur ceux du Tiers-Monde³³. S'appuyant sur le cas du féminisme, il démontre combien ce combat a été à même d'inspirer des recherches qui l'ont à leur tour alimenté³⁴. S'en prenant à nouveau au professionnalisme des historiens, à sa technicité, à sa spécialisation et à son vedettariat auxquels est opposé une mémoire populaire ancrée dans les luttes sociales, il rappelle par quelques exemples concrets le « rôle que peut jouer la connaissance du passé dans les luttes du présent » et interpelle le lecteur : « L'histoire, le rapport au passé ne sont-ils pas choses trop sérieuses pour être abandonnées aux gens de "métier" ? »³⁵

Au final, comme le quotidien *Le Monde* le rapportera, ce forum sur l'histoire aura rassemblé « environ deux cents enseignants, chercheurs, étudiant de cette discipline, mais aussi simples "usagers" — lecteurs de revues ou téléspectateurs — ainsi que des ouvriers et des représentants des minorités nationales témoignant de "l'histoire en train de se faire". »³⁶ « Sept à huit cents personnes » au total, avance *Politique Hebdo*³⁷. La volonté d'ouvrir le débat aux non-experts est donc satisfaite, mais pas tant dans l'idée de bénéficier d'une audience

élargie, l'objectif était ailleurs rapporte *Le Monde* : « Il s'agissait de faire parler ceux qu'écrasent aujourd'hui les discours érudits des professionnels de l'histoire (...). "Il faut que parlent d'abord ceux qui, d'habitude, se taisent et que ceux qui sont habitués à présenter leur science avec savoir-faire sur les tribunes les écoutent un peu pour une fois." », aurait à ce propos spécifié Chesneaux³⁸. Le forum aura permis aux différents groupes de travail d'avancer sur des projets concrets. Il aura surtout jeté les bases d'une organisation : « Un collectif s'est formé pour garder le contact entre les participants, rédiger un bulletin et préparer un nouveau forum qui aura lieu sans doute en province, et peut-être au Larzac, pendant l'été 1976 », conclut l'article³⁹. Le Forum-Histoire, en tant que mouvement, était né.

Dans la foulée, le mouvement définit ses objectifs. *Les Cahiers du Cinéma*, dans un numéro consacré à l'histoire dans le cinéma, en publie une plateforme, sorte de programme à travers lequel il se montre conscient des écueils d'une histoire militante tout en justifiant son utilité : « Nous savons que la marge est étroite entre le mouvement critique et l'institution dogmatique et que la vérité de secte est un péril réel. Mais au stade actuel, la fonction de cette histoire militante, fonction polémique, perturbatrice, rectificatrice, nous paraît essentielle. Car il n'est rien de plus fréquent en sciences sociales que les opinions déguisées en vérités scientifiques par les professionnels de la science. »⁴⁰ Quelques mois plus tard, *Politique Aujourd'hui* publie l'article d'un militant qui étaye, au départ de la confiscation de l'histoire par le capitalisme, l'impératif activiste animant le Forum-Histoire : « Il compte engager un combat contre les formes de l'idéologie dominante en histoire (...), déterrer certains aspects de l'histoire particulièrement occultés ou déformés. (...) Il envisage d'organiser un certain nombre d'actions pour répondre aux manipulations du pouvoir sur le passé. »⁴¹

32 « Quand l'histoire agit dans le présent », *Le Monde Diplomatique*, n° 253, avril 1975, p. 22.

33 « Redécouvrir l'histoire des peuples qui composent la France », *ibid.*, pp. 22–23 et « Tiers-Monde : quel passé pour quel avenir ? », *ibid.*, p. 23.

34 « Les femmes et leur passé », *ibid.*, p. 23.

35 « La mémoire du groupe et les professionnels », *ibid.*, p. 22.

36 Dominique DHOMBRES, « Des professeurs veulent enseigner "une autre histoire" », *Le Monde*, 29/05/1975, p. 16.

37 « Quelle Histoire et pour qui ? », *Politique Hebdo*, n° 168, du 29 mai au 4 juin 1975, p. 12.

38 Dominique DHOMBRES, *loc. cit.*

39 *Ibidem.*

40 « À l'initiative d'un collectif enseignants-étudiants de Paris-VII. Plate-forme pour un Forum sur l'Histoire », *Les Cahiers du Cinéma*, n°257, mai-juin 1975, p. 33.

41 Michel PICHOL, « Le Forum-Histoire, changer le rapport au passé », *Politique Aujourd'hui*, n° 11–12, novembre-décembre 1975, p. 102.

Parmi ces actions, et comme cela avait été annoncé à l'issue du forum, figure en bonne place la publication d'un bulletin qui, de janvier 1976 à novembre 1978, fournira dix livraisons : *L'Histoire, pour quoi faire ?* rapidement mieux connu comme *Les Cahiers du Forum-Histoire*. Le premier numéro, entièrement dédié aux journées de mai 1975, rappelle dans son éditorial l'ambition du Forum-Histoire, « groupe d'action politique sur le terrain de l'histoire », de systématiser une histoire sauvage et contestataire, soulignant par là la vocation première du bulletin : « À la pratique du discours nous voulons opposer le discours de la pratique » ; il s'agit donc d'y prolonger le forum dans son dessein d'aider à « la transformation du rapport au passé. »⁴² Un but que Chesneaux exprime plus loin en d'autres termes : « Le mouvement du Forum cherche donc à examiner de quelle histoire les travailleurs, les simples gens, ont besoin aujourd'hui : (...) comment lier alors la production des historiens à ces préoccupations populaires ? pour qui écrire ? à la demande de qui ? »⁴³

Ce souci de la demande deviendra fondamental pour le Forum-Histoire et exigera d'être approfondi : « Qui donc l'historien sert-il ? Faut-il travailler "sur" (préposition par laquelle les historiens ont l'habitude de définir leur rapport à leur sujet d'étude) les ouvriers, ou "avec" les ouvriers ? Et dans ce cas, qui aura l'initiative, qui passera commande ? (...) Se mettre à disposition des forces populaires en fonction de leur demande concrète pour fournir à telle lutte paysanne ou à telle lutte contre la spéculation foncière des références à leur passé ? Ou maintenir quand même un travail intellectuel qui soit autonome, par rapport aux demandes à court terme de la pratique sociale, sur la base du matérialisme historique et du marxisme ? Autant de questions qu'il nous faudra suivre. »⁴⁴ Et qui seront suivies de très près dans le Larzac.

42 Le collectif de rédaction, « Éditorial », *L'Histoire, pour quoi faire ? Les Cahiers du Forum-Histoire*, n° 1, janvier 1976, p. 1.

43 Texte d'orientation de Jean CHESNEAUX dans « Le Forum-Histoire : quels développements ? », *L'Histoire, pour quoi faire ? Les Cahiers du Forum-Histoire*, *ibid.*, p. 4.

44 Teney PARK, « Pour une approche politique du Forum-Histoire », *L'Histoire, pour quoi faire ? Les Cahiers du Forum-Histoire*, *ibid.*, p. 31 ; ce pseudonyme rassemble en réalité les plumes de Jean Chesneaux et Harvey Goldberg selon Jean CHESNEAUX, *L'Engagement...*, *op. cit.*, p. 190.

Faire activement l'histoire

« Mais l'histoire est décidément quelque chose de beaucoup trop important pour être laissée aux historiens... », insiste Jean Chesneaux dans *Du passé faisons table rase ? À propos de l'histoire et des historiens*, un essai aux allures de manifeste dont la parution en mars 1976 fera grand bruit⁴⁵. Maturé de longue date et enrichi des échanges d'idées que le forum a occasionnés, ce livre remet en cause le monopole d'une profession et clame la nécessité d'une militance : « L'histoire, le passé, c'est l'affaire de tous. Certains historiens professionnels l'ont senti, ils ont cherché à donner de l'histoire et de la connaissance historique une définition plus collective, moins spécialisée et technique (...). Mais ils restaient quand même des intellectuels : "noter le passé", "comprendre le présent"... À leurs yeux, la connaissance intellectuelle du passé, même collective, se suffisait à elle-même ; elle n'avait pas à déboucher sur une *pratique sociale*, sur un engagement actif et concret. »⁴⁶ Car c'est bien au nom de cette pratique sociale que la prétention à la neutralité prêchée par les historiens y est formellement battue en brèche : « Contre un discours historique extérieur à nous et coupé de la vie sociale active (le fameux "recul" de l'historien, recul en fait devant l'engagement actif), on a constamment insisté ici sur l'importance de liens vivants entre la connaissance historique et la pratique sociale. »⁴⁷

Avec ténacité, Chesneaux donne dans son livre la priorité absolue à une posture historique qui réponde à un besoin social, extérieur à la discipline proprement dite : « Nous devons accepter d'être au service de la réflexion commune pour penser historiquement le présent, en pensant politiquement le passé. De façon responsable certes, mais jamais en position privilégiée au nom de notre "savoir". Ce n'est pas à nous de choisir "en toute liberté" notre domiciliation dans le champ historique. Nous accepterons que la demande vienne d'ailleurs. »⁴⁸ Et la réponse préconisée est d'appuyer les luttes dont émane le sens même de

45 Jean CHESNEAUX, *Du passé faisons table rase ? À propos de l'histoire et des historiens*, Paris, Maspero, 1976, p. 15.

46 *Ibid.*, p. 18.

47 *Ibid.*, p. 186.

48 *Ibid.*, p. 177.

l'histoire : « Ces luttes constituent le terrain privilégié, à partir duquel la réflexion historique devient possible ; ce sont elles, et elles seules, qui la rendent nécessaire et légitime, *qui en sont la raison d'être profonde*. »⁴⁹ Vu comme un livre militant davantage que comme un livre de réflexion épistémologique sur l'histoire, *Du passé faisons table rase ?* suscitera une vive controverse, alimentée par un des plus éminents représentants de l'école des *Annales*, Emmanuel Le Roy Ladurie, son plus virulent détracteur⁵⁰. Au-delà de sa dimension pamphlétaire pourtant, c'est à la responsabilité du chercheur qu'il en appelle, une responsabilité que le Forum-Histoire entend faire sienne, comme il le soutient au printemps 1976 dans la toute jeune revue de géographie *Hérodote* qui emprunte dans ce domaine une démarche similaire : « Ce ne sont plus les impératifs du développement de la connaissance qui orientent les axes du travail mais les interpellations d'en bas qui suscitent les choix. Alors le chercheur n'est plus un "sujet" qui se penche *sur* un "objet", il devient un acteur qui pense et agit *avec* les groupes en lutte. »⁵¹ Et de développer par conséquent « une dialectique de la pratique et de la théorie comme produit d'une activité qui abolirait, en la dépassant, la division de la connaissance et de l'action. »⁵²

L'application par le Forum-Histoire de ces préceptes se fait malgré tout quelque peu attendre : « C'est tout simplement parce qu'il est plus facile de critiquer ce que l'on ne veut plus que d'élaborer ce que l'on veut », reconnaît-il d'autant plus aisément en octobre 1976 dans ses *Cahiers* qu'il y annonce aussi « le surgissement prochain de cette histoire sauvage qui crée un rapport actif au passé. »⁵³ En fait, le mouvement avait alors déjà eu l'opportunité de mettre à l'épreuve de la réalité

certaines de ses idées. Envisagé à l'issue du forum et annoncé dès le premier numéro des *Cahiers*, un projet d'intervention dans le Larzac se destinait à « être le point de départ d'un travail collectif de longue durée »⁵⁴. La résistance paysanne opposée depuis 1971 à l'extension du camp militaire sur le plateau suscitait la sympathie de courants contestataires en tout genre et générait une affluence de militants sans pareil⁵⁵. À l'occasion d'un stage d'histoire organisé du 24 mars au 3 avril 1976 par Larzac-Université, une association dans laquelle s'impliquait Chesneaux et qui avait été fondée près d'un an auparavant pour animer des échanges de savoirs intellectuels et populaires, des membres du Forum-Histoire se joignent à des historiens de Millau et des habitants de la région en vue de mettre à exécution l'histoire sauvage à laquelle ils aspiraient. Relatée dans les *Cahiers* de janvier 1977 dont elle constitue la thématique principale, l'expérience apparaît décevante. D'emblée est déplorée « une grave insuffisance » dans la confection du numéro, l'absence de retours de la part des Millavois : « Il y a disproportion entre le travail parisien et le travail local encore une fois ! »⁵⁶ Une remarque annonciatrice d'un décalage plus conséquent entre la théorie et la pratique.

Le bilan extrêmement sévère dressé par le dénommé Jean — assurément Chesneaux en personne étant donné le rôle déclaré d'organisateur et l'amertume à peine dissimulée — fournit à cet égard une série d'éclaircissements. La disparité entre l'objectif de solidarité des non-historiens, la priorité de connaissance du passé des historiens de Millau et la démarche plus idéologique des historiens liés au Forum-Histoire, a engendré chez les participants « un manque de cohésion, à la fois politique et personnelle. »⁵⁷ De plus, l'assiduité des premiers concernés a largement fait défaut :

49 *Ibid.*, p. 6.

50 Emmanuel LE ROY LADURIE, « Un brûlot pour Clio. Jdanov à Pékin », *Le Monde*, 14 mai 1976, p. 20. Voir à ce propos Vincent CHAMBARLHAC, « *Du passé faisons table rase ?*, un vandalisme épistémologique ? », *Histoire@Politique*, n° 23, mai-août 2014, pp. 191-203

51 Forum-Histoire, « À propos de la responsabilité du chercheur », *Hérodote*, n° 2, avril-juin 1976, p. 142. La contestation de l'académisme universitaire touchait à l'époque de nombreuses disciplines.

52 *Ibidem*.

53 Le collectif de rédaction, « Éditorial », *L'Histoire, pour quoi faire ? Les Cahiers du Forum-Histoire*, n° 4, octobre 1976, p. 1.

54 « Projet de stage d'histoire (Larzac-Université) », *L'Histoire, pour quoi faire ? Les Cahiers du Forum-Histoire*, n° 1, janvier 1976, p. 2.

55 Voir à ce propos Pierre-Marie TERRAL, « Larzac : du refus local de l'extension du camp militaire au soutien à la "cause du causse" (1971-1981) », *Annales du Midi*, t. 124, n° 279, 2012, pp. 359-374.

56 « Éditorial », *L'Histoire, pour quoi faire ? Les Cahiers du Forum-Histoire*, n° 5, janvier 1977, p. 2.

57 Jean, « Faire de l'histoire avec les paysans du Larzac ? », *L'Histoire, pour quoi faire ? Les Cahiers du Forum-Histoire*, n° 5, janvier 1977, p. 3.

« Quant aux paysans du Larzac et aux travailleurs de Millau, qui en principe étaient au cœur du projet du stage, ils recevaient la visite des groupes d'enquêtes, mais ils ne participaient qu'à quelques activités publiques, non au travail du stage lui-même, du fait de sa durée et de ses horaires ; contradiction très sérieuse... »⁵⁸ Attribuant tous ces obstacles à une mauvaise préparation, Chesneaux pointe un autre problème lié à certains participants dans le climat d'incertitude politique qui régnait : « Le principal facteur de blocage, à mon avis, se trouvait dans l'idéalisation, par la plupart des stagiaires extérieurs, à la fois du mouvement du Larzac et des idées du Forum-Histoire. (...) Plus généralement, un certain nombre de stagiaires mal préparés recevaient "le Larzac en pleine gueule", comme l'a dit un ami millavois, et le choc était rude. »⁵⁹ L'arrivée de nouvelles négociations divisant les différents comités de défense aggrava encore leur malaise : « Ils craignaient de servir de "caution" à une politique de compromis refusée par certains paysans. Ils avaient le sentiment confus mais très fort, qu'il n'était pas possible de "faire" une histoire locale même très concrète et vivante (enquêtes) mais qui serait coupée des enjeux politiques essentiels du Larzac. (...) Les stagiaires liés au Forum-Histoire découvraient en même temps avec surprise que, vu l'urgence des problèmes de la lutte contre le camp, les paysans ne se souciaient pas tellement de "reprendre en mains" leur passé, de le lier à la lutte politique présente. »⁶⁰ Le contraste entre les motivations des stagiaires et les attentes des paysans fut en ce sens plus que flagrant : « On peut penser, comme l'a dit un camarade occitan, que la démarche du Forum-Histoire en direction du Larzac correspondait à un besoin réel, mais non à une demande populaire explicitement formulée. Des stagiaires venus avec l'intention de "s'effacer devant les masses" en furent certainement surpris... »⁶¹ Ce à quoi s'ajouta une relative méfiance de la part de plusieurs comités qui voyaient dans le stage une tentative d'instrumentalisation de la lutte du Larzac : « Sans doute, ils comprenaient mal que des intellectuels, ici des historiens, ne se contentent

pas de "soutenir" en tant qu'intellectuels une lutte populaire, et qu'ils ambitionnaient en même temps de faire avancer par là-même leur propre lutte d'intellectuels contre l'idéologie dominante. »⁶² Le déroulement même du stage fut par conséquent empreint d'incohérence et son apport fut plutôt limité : « Les stagiaires redoutaient à juste titre de "faire de l'histoire" à la place des gens de Millau et du Larzac, de s'appropriier leur passé, de l'interpréter à leur place. (...) Le résultat paradoxal fut, pendant le stage, une réticence très forte à discuter collectivement le contenu, l'apport historique des enquêtes. »⁶³ Tous ces facteurs rédhibitoires, Chesneaux reconnaît les avoir sous-estimé sur le moment, n'hésitant pas, tout au long de son article, à se livrer à une sincère autocritique du type de direction qu'il se contenta d'assurer. Et s'il parvient à relever quelques acquis du stage pour la vie locale, ceux-ci se réduisent pour l'essentiel au succès de foule des débats organisés en soirée et aux prolongations prévues pour l'année suivante.

C'est somme toute sur le plan plus théorique du positionnement du Forum-Histoire que le stage se sera révélé le plus riche d'enseignements. Sans pour autant revenir sur sa critique de la division du travail, Chesneaux la posera dorénavant avec davantage de nuance : « Mais nous avons constaté que, dans la société actuelle, les travailleurs ne sont pas en mesure de reprendre directement en mains leur passé ; ils n'en n'ont ni les moyens ni même les motivations. Pas de rêve utopique... Nous sommes donc revenus, je pense, à une certaine division du travail provisoire, fondée sur l'analyse d'une situation politique et non plus sur un "privilège" naturel des historiens. Elle est provisoire, et donc nous ne nous en accommodons pas. »⁶⁴ Une opinion à laquelle aboutissent aussi d'autres militants du mouvement, moins négatifs que Chesneaux mais tout aussi critiques : « Il n'est donc pas question d'éliminer l'histoire, mais de constater que dans un premier temps, ce n'est pas une demande spontanée. (...) Alors se repose la question de la responsabilité des historiens : c'est à nous aussi de déterminer quelle histoire nous voulons faire, sans nous contenter d'attendre une

58 *Ibidem.*

59 *Ibid.*, p. 4.

60 *Ibidem.*

61 *Ibid.*, p. 5.

62 *Ibid.*, p. 4.

63 *Ibid.*, p. 6.

64 *Ibid.*, p. 7.

demande peut-être informulable aujourd'hui. »⁶⁵ Quoi qu'il en soit, comme le résume un autre militant du Forum–Histoire : « Il s'agissait de faire l'histoire avec des paysans du Larzac et des ouvriers de Millau. Il semble aujourd'hui qu'on ait pas assez réfléchi à la signification de cette expression "faire de l'histoire avec". »⁶⁶ Et de conclure : « Une histoire engagée dans les luttes d'aujourd'hui nécessite le recours à des méthodes, des analyses, qui ne sont pas encore faites, loin de là. Le problème essentiel à résoudre pour nous est celui de notre situation au milieu de tout cela. (...) Où situer notre action ? Entre ces deux pôles : "Faire de l'histoire et faire l'histoire", peut-on choisir ? »⁶⁷

Reste que parmi les diverses luttes soutenues par le Forum–Histoire, et malgré une durée moins longue que prévue, celle du Larzac restera sans nul doute la plus emblématique pour la tentative du mouvement de concrétiser une histoire sauvage⁶⁸. *Les Cahiers* de mai 1977 fournissent une brève analyse du déroulement d'un second stage organisé du 22 au 27 novembre 1976 visant à parler aux insuffisances du premier mais qui à nouveau met en évidence l'ambiguïté de la place occupée par l'historien dans la lutte : « Même si la discussion était collective, si les échanges entre voisins étaient réels et souvent riches, l'historien venu de Paris gardait un rôle central, accepté et même souhaité par la plupart : conduire la discussion, apporter les informations de base, formuler les problèmes généraux. Reprendre en main collectivement le passé, sans dépendre du "spécialiste", cela ne vient pas facilement... »⁶⁹ Cela mènera les membres du Forum–Histoire à s'interroger une fois de plus sur une posture mettant en tension science et militance. En ouverture de ce même numéro est d'ailleurs publiée une nouvelle mouture de la plate–forme qui reflète une évolu–

tion dans leur vision de ceux « dont l'activité continue, pour l'essentiel, de se situer à l'intérieur du système académique » : « Le savoir–faire des "historiens" continue d'être nécessaire pour s'exprimer dans des livres capables de nourrir les luttes populaires. »⁷⁰

Reprendre en main le passé

Fin 1978, le Forum–Histoire décide de s'autodissoudre : « sage décision », considérera finalement Jean Chesneaux⁷¹. Il reconnaîtra y avoir lui-même été, en tant qu'animateur reconnu du mouvement, un « facteur de déséquilibre »⁷². Mais il n'imputera pas moins la raison à la difficulté du mouvement de réaliser son objectif premier : « le Forum ne réussit pas à élargir sa base initiale, étudiants gauchistes, professeurs du secondaire, quelques enseignants de Paris–VII (...) Nous avons certes fait un gros effort pour "faire de l'histoire loin des facs" (...). Mais les mouvements populaires auxquels nous voulions "rendre leur passé" ne furent pas au rendez–vous »⁷³. Et pour cause : « La contribution de ces "historiens sauvages" était très importante pour alimenter notre critique de l'histoire dominante et de son élitisme professionnel (...). Mais c'est nous qui les appelions des "historiens différents" ; cela ne les intéressait pas du tout de se définir comme tels. Le Forum n'a pas pu réaliser la jonction entre la critique radicale de l'histoire dominante (la nôtre) et ces amorces d'histoire populaire par en bas », regrette un groupe de militants en novembre 1978 dans le dernier numéro des *Cahiers*⁷⁴. La difficile mobilisation des principaux protagonistes de l'histoire, de ceux qui en sont le moteur dans leur quotidien, si elle n'explique pas à elle seule la fin du mouvement, aura en tout cas pesé lourdement dans la décision d'en finir. Car en quoi donc le savoir pourrait–il apporter du pouvoir si une vraie rencontre entre l'histoire et les luttes ne s'opère pas ?

65 Fabienne, Catherine et Raphaël « Lutte contre l'armée et lutte des classes », *L'Histoire, pour quoi faire ? Les Cahiers du Forum–Histoire*, *ibid.*, p. 16.

66 Michel, « Le stage pour quoi faire ? », *L'Histoire, pour quoi faire ? Les Cahiers du Forum–Histoire*, *ibid.*, p. 21.

67 *Ibid.*, p. 22.

68 Voir sur ce point le bilan des interventions du mouvement dressé dans « "Faire de l'histoire"... hors des facs », *L'Histoire, pour quoi faire ? Les Cahiers du Forum–Histoire*, n° 7, octobre 1977, pp. 47–53.

69 « "Faire de l'histoire"... avec les paysans du Larzac. II », *L'Histoire, pour quoi faire ? Les Cahiers du Forum–Histoire*, n° 6, mai 1977, p. 51.

70 « Plate–forme du Forum–Histoire », *L'Histoire, pour quoi faire ? Les Cahiers du Forum–Histoire*, *ibid.*, pp. 6–7.

71 Jean CHESNEAUX, *L'Engagement...*, *op. cit.*, p. 182.

72 *Ibid.*, p. 181.

73 *Ibid.*, pp. 181–182.

74 Ahmad, Jean, Dominique et Jean–Michel, « Pourquoi cessons–nous de publier *Les Cahiers du Forum–Histoire* ? », *L'Histoire, pour quoi faire ? Les Cahiers du Forum–Histoire*, n° 10, novembre 1978, p. 57.

À tenter de saisir la portée de l'histoire sauvage pour l'implication du chercheur, s'imposent en définitive les déterminations militantes de toute recherche dans leur dynamique de transformation sociale. « "Penser politiquement le passé pour penser historiquement le présent", ce principe central du mouvement du Forum–Histoire (1975–1978) reste pleinement valable. L'étude du passé ne peut jamais être une fin en soi, sauf bien–sûr dans l'intérêt des carrières professionnelles qui s'y spécialisent. Mais c'est un détour indispensable, afin d'aider la société à prendre le départ dans une nouvelle direction », reconnaissait tout de même Chesneaux dans un autre essai paru en 1983, *De la modernité*, où, arrivé à la soixantaine, il livrait ses observations sur son époque⁷⁵. Corporatiste s'il en est dans son enracinement, ce jugement, au demeurant valable pour toutes les sciences humaines et d'une perspicacité avérée pour l'éducation populaire, a des résonances bénéfiques ces dernières années. Considérant que l'exercice de l'histoire porte en lui d'authentiques perspectives émancipatrices de par ses procédés critiques, d'aucuns par souci de véracité en appellent ainsi à une histoire rationnelle axée sur la mise au jour des dominations, de leurs processus et de leurs effets⁷⁶. Or proposer par une histoire scientifiquement construite la mise au jour de connaissances qui postulent une prise de conscience n'équivaut–il pas à une réelle implication du chercheur, rendant en fin de compte cette histoire militante ? Ne serait–ce pas là l'utilité intrinsèque de l'histoire ?



75 Jean CHESNEAUX, *De la modernité*, Paris, La Découverte / Maspero, 1983, p. 54.

76 Voir par exemple Laurence DE COCK, Mathilde LARRÈRE et Guillaume MAZEAU, *L'histoire comme émancipation*, Marseille, Agone, 2019.